

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

[C – 2023/44800]

**14 JUILLET 2023 — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 octobre 2018 déterminant les subdivisions structurelles duales et les parcours standard dans l'enseignement secondaire, en ce qui concerne l'extension des parcours standard****Fondement juridique**

Le présent arrêté est fondé sur :

- la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 ;
- le Code de l'Enseignement secondaire du 17 décembre 2010, sanctionné par le décret du 27 mai 2011, article 357/7, § 2, inséré par le décret du 30 mars 2018 et modifié par les décrets des 19 juin 2020 et 9 juillet 2021, articles 357/16 et 357/43, insérés par le décret du 30 mars 2018 et modifiés par le décret du 10 juin 2022, et article 357/62, inséré par le décret du 30 novembre 2018 et modifié par les décrets des 19 juin 2020 et 10 juin 2022.

**Formalités**

La formalité suivante a été remplie :

- l'Inspection des Finances a rendu un avis le 3 juillet 2023.

**Motivation**

Le présent arrêté est fondé sur le motif suivant :

- le législateur décretaal a stipulé que l'apprentissage dual et la phase préparatoire sont déployés de manière structurelle à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019. La poursuite de ce déploiement nécessite un certain nombre de mesures prises dans le cadre du présent arrêté.

**Initiateurs**

Le présent arrêté est proposé par le ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand et le ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 octobre 2018 déterminant les subdivisions structurelles duales et les parcours standard dans l'enseignement secondaire, ajouté par l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 décembre 2018 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 octobre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° les parcours standard suivants sont supprimés :

- a) Monteur de pneus dual (phase de qualification) ;
- b) Monteur de pneus dual (phase d'intégration) ;

2° les parcours standard figurant à l'annexe jointe au présent arrêté, sont ajoutés.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2023.

**Art. 3.** Le ministre flamand compétent pour l'Enseignement et la Formation et le ministre flamand compétent pour l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juillet 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

Le ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

J. BROUNS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/42906]

**8 JUIN 2023. — Décret organisant la participation des services relevant des compétences de la Communauté française aux cellules de sécurité intégrale locales en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Objectif*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret a pour objectif d'organiser la participation des membres des services relevant des compétences de la Communauté française à une CSIL R.

CHAPITRE II. — *Définitions*

**Art. 2.** Dans le présent décret, il y a lieu d'entendre par :

- 1° concertation de cas : la concertation visée à l'article 458ter du Code pénal ;
- 2° CSIL R : une cellule de sécurité intégrale locale en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme, telle que visée à l'article 2 de la loi du 30 juillet 2018 ;
- 3° enfant : une personne âgée de moins de dix-huit ans ;

4° gestionnaire : un membre d'un service ayant assuré une prise en charge préalable de la personne faisant l'objet de la CSIL R ;

5° loi du 30 juillet 2018 : la loi du 30 juillet 2018 portant création de cellules de sécurité intégrale locales en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme ;

6° membre d'un service : un membre du personnel d'un service relevant des compétences de la Communauté française ;

7° objectif de la CSIL R : assurer la gestion des cas dans un but de prévention des infractions terroristes visées au titre Iter du Livre II du Code pénal, conformément à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 30 juillet 2018 ;

8° participant : un membre d'un service qui participe à une concertation de cas au sein d'une CSIL R, sur invitation de la personne visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 ;

9° personne faisant l'objet de la CSIL R : une personne reprise sur la liste de cas établie par la personne visée à l'article 3, § 2, de la loi du 30 juillet 2018 conformément à ce dernier ;

10° Règlement général sur la protection des données : le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

11° représentant permanent : une personne désignée par un service relevant des compétences de la Communauté française afin de participer systématiquement aux concertations de cas au sein d'une CSIL R ;

12° service relevant des compétences de la Communauté française : un service visé à l'article 3 ;

13° supérieur hiérarchique : un membre d'un service détenant à l'égard du gestionnaire une autorité hiérarchique ou fonctionnelle conformément au règlement de travail applicable.

**Art. 3.** Les services relevant des compétences de la Communauté française, dont les membres sont autorisés à participer à une CSIL R, selon les modalités prévues à l'article 7, en raison de la contribution qu'ils peuvent apporter par leur prise en charge préalable de la personne faisant l'objet de la CSIL R, au sens de la loi du 30 juillet 2018, sont repris ci-après :

1° le ministère de la Communauté française ;

2° l'Office de la Naissance et de l'Enfance visé par le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. » ;

3° le Centre hospitalier universitaire de Liège visé par l'arrêté royal n° 542 du 31 mars 1987 portant l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'État à Liège et à Gand ;

4° Wallonie Bruxelles Enseignement visé par le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française ;

5° les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement subventionnés et leurs fédérations visés par le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun ;

6° les pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux subventionnés et leurs fédérations visés par le décret du 14 juillet 2006 relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des centres psycho-médico-sociaux ;

7° les services de promotion de la santé à l'école visés par le décret du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités ;

8° les établissements d'enseignement supérieur visés par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

9° les hôpitaux universitaires :

a. les Cliniques universitaires Saint-Luc à Woluwe-Saint-Lambert ;

b. les Cliniques universitaires de Mont-Godinne ;

c. l'Hôpital Érasme à Anderlecht ;

10° les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement de promotion sociale et leurs fédérations visés par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

11° les internats et les homes d'accueil visés par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'État ;

12° les partenaires visés par le décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables ;

13° les services agréés visés par le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

14° les maisons de jeunes, les centres de rencontres et d'hébergement, les centres d'information des jeunes et les fédérations visés par le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations ;

15° les organisations de jeunesse visées par le décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ;

16° le Forum des Jeunes visé par le décret du 3 mai 2019 instaurant un Forum des Jeunes de la Communauté française ;

17° l'association interuniversitaire d'aide à la performance sportive visée par le décret du 11 avril 2014 organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association interuniversitaire d'aide à la performance sportive ;

18° le mouvement sportif organisé visé par le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française ;

19° les opérateurs visés par le décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

20° les associations et leurs fédérations visées par le décret du 17 juillet 2003 relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative ;

21° les centres de vacances visés par le décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances ;

22° les opérateurs de l'accueil visés par le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire ;

23° les écoles de devoirs, leurs coordinations régionales et leur fédération communautaire visées par le décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs ;

24° les pouvoirs organisateurs visés par le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française ;

25° les opérateurs visés par le décret du 8 mars 2018 relatif à la promotion de la citoyenneté et de l'interculturalité.

Le Gouvernement peut compléter la liste des services relevant des compétences de la Communauté française visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Si un membre d'un service est invité à une CSIL R relative à une personne dont la prise en charge n'est pas assurée par ledit service, il décline l'invitation.

#### CHAPITRE III. — Invitation à une CSIL R

**Art. 4.** L'invitation à la concertation de cas au sein d'une CSIL R est envoyée par la personne visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 au supérieur hiérarchique du gestionnaire à l'adresse du service relevant des compétences de la Communauté française, dont les membres assurent une prise en charge de la personne faisant l'objet de la CSIL R au moment de l'envoi de ladite invitation. Le supérieur hiérarchique informe le gestionnaire de l'invitation reçue.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour les services relevant des compétences de la Communauté française visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, 5°, 6°, 8°, 10° et 11°, l'invitation à une concertation de cas au sein d'une CSIL R est envoyée au membre du service exerçant une fonction de direction. La direction en informe le pouvoir organisateur et le gestionnaire qu'il désigne.

**Art. 5.** Sauf urgence motivée, le délai entre l'envoi de l'invitation et la date de la concertation de cas au sein d'une CSIL R doit être de minimum 14 jours calendaires.

**Art. 6.** L'invitation mentionne à tout le moins :

1° l'objectif de la CSIL R, tel que défini à l'article 2, 7° ;

2° la date, l'heure et le lieu de la concertation de cas au sein d'une CSIL R ;

3° la personne faisant l'objet de la CSIL R et pour lequel un membre du service est invité ; si la personne faisant l'objet de la CSIL R est un enfant âgé de moins de douze ans, une motivation particulière des raisons exceptionnelles ayant mené à ladite invitation ;

4° les services invités, visés l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 ;

5° la référence au présent décret.

Si un des éléments mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas repris dans l'invitation, le supérieur hiérarchique demande la personne visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 de le lui transmettre dans les plus brefs délais.

#### CHAPITRE IV. — Participation à une CSIL R

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le rôle du participant pendant une concertation de cas au sein d'une CSIL R est limité à la réalisation de l'objectif de la CSIL R.

Le participant peut être le gestionnaire, un supérieur hiérarchique également soumis au secret professionnel ou un représentant permanent désigné par le service du gestionnaire. Si le participant appartient à cette dernière catégorie, le gestionnaire peut lui communiquer, en vue de la concertation de cas, les informations nécessaires, sans violation de son secret professionnel ou de son obligation de confidentialité. En raison de cet échange d'informations, le participant est soumis à la même réglementation et aux mêmes conditions contractuelles que le gestionnaire qui fournit les informations, à savoir les dispositions applicables en matière de protection des données, de devoir de discrétion et de secret professionnel.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités de désignation de la personne visée à l'alinéa 2, à l'exception des services relevant des compétences de la Communauté française visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 9°, 12° à 25°.

§ 2. La personne visée au § 1<sup>er</sup> amenée à participer à une concertation de cas au sein d'une CSIL R y participe volontairement. Elle évalue l'opportunité de sa participation à une concertation de cas au sein d'une CSIL R qui doit être nécessaire et proportionnée à l'objectif de cette dernière. Elle peut être accompagnée, dans l'évaluation de l'opportunité de sa participation, par un supérieur hiérarchique ou par une personne habilitée à cet effet par son service. Le Gouvernement peut fixer les modalités de cet accompagnement, à l'exception des services relevant des compétences de la Communauté française visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 9°, 12° à 25°.

§ 3. Si la personne visée au § 1<sup>er</sup> amenée à participer à une concertation de cas au sein d'une CSIL R n'y participe pas :

1° le supérieur hiérarchique en informe la personne visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 ;

2° un rapport reprenant les éléments explicatifs de la non-participation est conservé de manière confidentielle au sein du service.

Les données à caractère personnel reprises dans ledit rapport sont traitées par les services relevant des compétences de la Communauté française selon les modalités fixées à l'article 12, § 2 et § 3.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la personne faisant l'objet de la CSIL R est un enfant, la personne visée à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, apprécie sa participation à la lumière de l'intérêt supérieur dudit enfant.

Lorsque la personne faisant l'objet de la CSIL R est un enfant âgé de moins de douze ans, la personne visée à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, apprécie sa participation également à la lumière de la motivation particulière de l'invitation visée à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°.

§ 2. Le Gouvernement peut déterminer les cas dans lesquels le gestionnaire doit requérir l'accord de l'enfant, des personnes exerçant l'autorité parentale à son égard et de son conseil, s'il en a un, pour qu'il y participe.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le gestionnaire mettant en œuvre une action de prévention, une mesure d'aide ou une mesure de protection de la jeunesse requiert l'accord de l'enfant selon les modalités prévues à l'article 23 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Si l'enfant est repris dans la banque de données commune gérée par l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace, le gestionnaire mettant en œuvre une action de prévention, une mesure d'aide ou une mesure de protection de la jeunesse peut passer outre le refus.

**Art. 9.** Conformément à l'article 458ter du Code pénal, le participant ne peut partager des informations pendant une concertation de cas au sein d'une CSIL R que dans la mesure où ces informations sont pertinentes et proportionnelles à poursuivre l'objectif de la CSIL R, à savoir prévenir les infractions terroristes visées au titre Iter du Livre II du Code pénal.

Le participant est libre de déterminer s'il partage des informations et le cas échéant, quelles sont les informations qu'il partage lors d'une concertation de cas au sein d'une CSIL R en fonction de l'objectif de la CSIL R.

Le participant peut s'entretenir avec un supérieur hiérarchique ou une personne habilitée à cet effet par son service afin de définir les éléments qui pourront être partagés ou non lors de la concertation au sein d'une CSIL R, sans préjudice de la possibilité pour le participant d'apprécier la nécessité ou non d'apporter davantage d'informations au cours de la concertation. Le Gouvernement peut déterminer les modalités de cet entretien, à l'exception des services relevant des compétences de la Communauté française visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, 12<sup>o</sup> à 25<sup>o</sup>.

Conformément aux prescriptions qui lui sont applicables le cas échéant, le gestionnaire prépare la concertation de cas au sein d'une CSIL R avec la personne en faisant l'objet.

**Art. 10.** Le participant est tenu au secret conformément à l'article 458ter du Code pénal sans préjudice de l'échange d'informations visé à l'article 4, § 2, de la loi du 30 juillet 2018 et, le cas échéant, des obligations légales qui le lient. Au début de la concertation de cas, le participant précise son cadre légal et déontologique et en particulier ses obligations légales de faire rapport.

Après la concertation de cas, le participant peut communiquer au gestionnaire des informations relatives à la personne ayant fait l'objet de la concertation de cas. En raison de cet échange d'informations, le gestionnaire est soumis, en ce qui concerne les secrets communiqués, à l'obligation de secret, visée à l'article 458ter, § 2, du Code pénal.

Lorsqu'un trajet de suivi individualisé visé à l'article 3, § 2, de la loi du 30 juillet 2018 est élaboré dans le cadre de la concertation de cas au sein d'une CSIL R, le gestionnaire travaille, conformément aux prescriptions qui lui sont applicables le cas échéant, le contenu de ce plan avec la personne en ayant fait l'objet.

**Art. 11.** Les membres des services relevant des compétences de la Communauté française peuvent transmettre les informations sollicitées par la personne visée à l'article 3, § 2, de la loi du 30 juillet 2018 en application de ce dernier.

Les membres des services relevant des compétences de la Communauté française sont soumis au respect des dispositions relatives au traitement des données à caractère personnel, en particulier les articles 13, 14, 17 et 18, lorsqu'ils transmettent les informations sollicitées par la personne visée à l'article 3, § 2, de la loi du 30 juillet 2018.

Les informations échangées en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> relèvent de l'obligation de secret, prévue à l'article 458ter, § 2, du Code pénal.

#### CHAPITRE V. — *Traitement des données à caractère personnel*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les participants issus d'un service relevant des compétences de la Communauté française peuvent traiter les données à caractère personnel visées aux articles 17 et 18 dans le cadre de leur participation à une CSIL R.

Ces données à caractère personnel sont traitées conformément à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, c), du Règlement général sur la protection des données et à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, e), du Règlement général sur la protection des données.

Les participants issus d'un service relevant des compétences de la Communauté française agissent chacun individuellement en tant que responsables du traitement des données à caractère personnel visées aux articles 17 et 18.

§ 2. Les services relevant des compétences de la Communauté française peuvent traiter les données à caractère personnel reprises dans le rapport visé à l'article 7, § 3, dans le cadre d'une non-participation à une CSIL R.

Ces données à caractère personnel sont traitées conformément à l'article 6, § 1, c), du Règlement général sur la protection des données et à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, e), du Règlement général sur la protection des données.

Les services relevant des compétences de la Communauté française agissent chacun individuellement en tant que responsable du traitement de ces données à caractère personnel.

§ 3. La finalité du traitement des données visé au § 2 est de permettre aux services relevant des compétences de la Communauté française de consigner les éléments explicatifs de la non-participation à une CSIL R.

Dans les conditions fixées dans le présent paragraphe, les services relevant des compétences de la Communauté française peuvent traiter des données à caractère personnel des personnes mentionnées ci-après et qui sont reprises dans les catégories suivantes :

1<sup>o</sup> les données d'identification et de contact des personnes visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, qui ne participent pas à une CSIL R alors qu'elles y sont amenées ;

2<sup>o</sup> les données à caractère personnel visées aux articles 17 et 18 des personnes visées à l'article 14.

Les services relevant des compétences de la Communauté française se limitent à enregistrer, dans un dossier interne, les données à caractère personnel figurant dans le rapport visé à l'article 7, § 3.

Les supérieurs hiérarchiques et les gestionnaires des services relevant des compétences de la Communauté française sont les seuls qui ont accès au dossier interne mentionné à l'alinéa 3 et aux données à caractère personnel qui y sont reprises.

**Art. 13.** La finalité du traitement des données visées à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, est de réaliser l'objectif d'une CSIL R, qui est d'assurer la gestion des cas dans un but de prévention des infractions terroristes visées au titre Iter du Livre II du Code pénal, conformément à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 30 juillet 2018.

**Art. 14.** Dans le cadre du traitement visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, les participants issus d'un service relevant des compétences de la Communauté française peuvent traiter des données à caractère personnel des personnes suivantes :

1<sup>o</sup> les personnes faisant l'objet de la CSIL R ;

2<sup>o</sup> les relations et contacts des personnes visées au point 1<sup>o</sup>, dans la mesure où le traitement de ces données à caractère personnel est nécessaire afin de réaliser l'objectif de la CSIL R.

**Art. 15.** Dans le cadre du traitement des données à caractère personnel des personnes visées à l'article 14, 1°, les participants issus d'un service relevant des compétences de la Communauté française se limitent :

1° au partage de données à caractère personnel en leur possession avec les autres participants lors de la concertation de cas au sein d'une CSIL R ;

2° à l'enregistrement, dans le dossier tenu par le participant, des données à caractère personnel partagées avec les autres participants lors de la concertation de cas au sein d'une CSIL R ;

3° à la prise de connaissance des données à caractère personnel partagées par les autres participants lors de la concertation de cas au sein d'une CSIL R ;

4° au partage de données à caractère personnel avec la personne visée à l'article 3, § 2, de la loi du 30 juillet 2018, conformément à l'article 11 ;

5° à l'utilisation à des fins statistiques des données à caractère personnel, conformément à l'article 22.

Le traitement des données dans les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est réalisé en vertu de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 30 juillet 2018.

Le traitement des données dans les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est réalisé à des fins de rapportage au sens de l'article 89.1 du règlement général sur la protection des données et de reddition de comptes.

Le traitement des données dans les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, est réalisé en vertu de l'article 3, § 2, de la loi du 30 juillet 2018.

Le traitement des données dans les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, est réalisé à des fins d'évaluation du décret visé à l'article 22.

**Art. 16.** Dans le cadre du traitement des données à caractère personnel des personnes visées à l'article 14, 2°, les participants issus d'un service relevant des compétences de la Communauté française se limitent :

1° au partage de données à caractère personnel en leur possession avec les autres participants lors de la concertation de cas au sein d'une CSIL R ;

2° au partage des données à caractère personnel avec la personne visée à l'article 3, § 2, de la loi du 30 juillet 2018, conformément à l'article 11.

Le traitement des données dans les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est réalisé en vertu de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 30 juillet 2018.

Le traitement des données dans les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est réalisé en vertu de l'article 3, § 2 de la loi du 30 juillet 2018.

**Art. 17.** Dans le cadre du traitement visé à l'article 14, 1°, les participants issus d'un service relevant des compétences de la Communauté française peuvent traiter les données à caractère personnel, dans les conditions fixées aux articles 15 et 16, si cela s'avère nécessaire et dans les limites de la réalisation de l'objectif de la CSIL R, qui sont reprises dans les catégories suivantes :

1° les données qui sont le cas échéant en leur possession, à savoir :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données sur la profession, la compétence professionnelle, l'éducation et la formation ;
- c) l'âge, le sexe, la nationalité, l'état civil et le statut de séjour ;
- d) les données relatives aux dettes et à la solvabilité ;
- e) les données relatives au mode de vie, aux loisirs et au contexte social ;
- f) les données relatives à la composition du ménage ;
- g) les données relatives aux conditions de logement ;
- h) les données policières et judiciaires ;
- i) les données relatives aux situations et comportements à risque ;

2° les données qui leur sont partagées le cas échéant lors de la concertation de cas au sein de la CSIL R à savoir :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données sur la profession, la compétence professionnelle, l'éducation et la formation ;
- c) l'âge, le sexe, la nationalité, l'état civil et le statut de séjour ;
- d) les données relatives aux dettes et à la solvabilité ;
- e) les données relatives au mode de vie, aux loisirs et au contexte social ;
- f) les données relatives à la composition du ménage ;
- g) les données relatives aux conditions de logement ;
- h) les données policières et judiciaires ;
- i) les données relatives aux situations et comportements à risque.

Lorsqu'il partage et enregistre les données visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, le responsable du traitement veille à mentionner la source de ces données, conformément à l'article 5.1.d) du Règlement général sur la protection des données.

Le Gouvernement arrête une liste des données qui peuvent être partagées et enregistrées.

**Art. 18.** Dans le cadre du traitement visé à l'article 14, 2°, les services relevant des compétences de la Communauté française peuvent traiter, dans les conditions fixées aux articles 15 et 16, si cela s'avère nécessaire et dans les limites de la réalisation de l'objectif de la CSIL R, les données qui sont reprises dans les catégories suivantes :

1° les données qui sont le cas échéant en leur possession, à savoir :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données sur la profession, la compétence professionnelle, l'éducation et la formation ;
- c) l'âge, le sexe, la nationalité, l'état civil et le statut de séjour ;

- d) les données relatives aux dettes et à la solvabilité ;
  - e) les données relatives au mode de vie, aux loisirs et au contexte social ;
  - f) les données relatives à la composition du ménage ;
  - g) les données relatives aux conditions de logement ;
  - h) les données policières et judiciaires ;
  - i) les données relatives aux situations et comportements à risque ;
- 2° les données qui leur sont partagées le cas échéant lors de la concertation de cas au sein de la CSIL R, à savoir :
- a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données sur la profession, la compétence professionnelle, l'éducation et la formation ;
  - c) l'âge, le sexe, la nationalité, l'état civil et le statut de séjour ;
  - d) les données relatives aux dettes et à la solvabilité ;
  - e) les données relatives au mode de vie, aux loisirs et au contexte social ;
  - f) les données relatives à la composition du ménage ;
  - g) les données relatives aux conditions de logement ;
  - h) les données policières et judiciaires ;
  - i) les données relatives aux situations et comportements à risque.

Lorsqu'il partage les données visées au 1°, le responsable du traitement veille à mentionner la source de ces données, conformément à l'article 5.1.d) du Règlement général sur la protection des données.

Le Gouvernement arrête une liste des données qui peuvent être partagées et enregistrées.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Le traitement des données à caractère personnel, visées aux articles 17 et 18, peut également comprendre le traitement des catégories particulières de données à caractère personnel, visées à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, du Règlement général sur la protection des données, à condition qu'elles soient nécessaires pour des raisons impérieuses d'intérêt général conformément à l'article 9, § 2, g), du Règlement général sur la protection des données.

*Les données particulières qui peuvent être traitées le cas échéant sont celles reprises dans les catégories suivantes :*

- a) les données relatives à la santé ;
- b) les données révélant l'origine ;
- c) les données révélant des opinions politiques, des convictions religieuses ou philosophiques.

§ 2. Le traitement des données à caractère personnel, visées au § 1<sup>er</sup>, peut également comprendre le traitement des données à caractère personnel tel que visées à l'article 10 du Règlement général sur la protection des données, à condition qu'elles soient effectuées sous le contrôle de l'autorité publique.

**Art. 20.** Les données à caractère personnel qui sont enregistrées dans le dossier tenu par le participant issu des services relevant de la compétence de la Communauté française visé à l'article 15, 2° ne sont pas conservées plus longtemps qu'il n'est nécessaire pour atteindre l'objectif du traitement des données, visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et sont effacées ou détruites dès que la conservation n'est plus nécessaire pour atteindre l'objectif du traitement des données, visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. Le délai maximal de conservation des données à caractère personnel obtenues dans le cadre d'une concertation de cas au sein d'une CSIL R, s'élevé à un an. Le délai précité commence à la date de la dernière discussion concernant l'intéressé lors de la concertation de cas au sein d'une CSIL R.

Le délai maximal de conservation, visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, peut être porté à cinq ans lorsqu'il s'agit de données de personnes à l'égard desquelles il existe des indices sérieux qu'elles peuvent présenter un risque dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. La prolongation du délai maximal de conservation à cinq ans est motivée à l'aide d'éléments objectifs qui démontrent le risque dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, à savoir la gravité des faits commis, le fait que l'intéressé a déjà fait l'objet d'une arrestation, ou la gravité des soupçons pesant sur une personne, dans la mesure où ces faits, arrestations antérieures ou soupçons s'inscrivent dans le cadre de la prévention du terrorisme ou de la radicalisation violente. La prolongation du délai maximal de conservation à cinq ans fait l'objet d'une discussion préalable dans le cadre d'une CSIL R.

Le Gouvernement peut fixer le délai maximal de conservation pour les données qui peuvent figurer dans le rapport visé à l'article 7, § 3.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 23.1., a), c), d) et i), du Règlement général sur la protection des données, les participants issus des services relevant des compétences de la Communauté française peuvent décider de ne pas appliquer les obligations de transparence, d'information et de notification et les droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition visés aux articles 12 à 21 du règlement précité lors des traitements des données à caractère personnel dans le cadre du présent décret, selon les modalités reprises au § 2.

La possibilité de dérogation, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ne concerne que les données qui sont partagées dans le cadre d'une concertation de cas au sein d'une CSIL R ou dans le cadre d'un partage d'informations avec la personne visée à l'article 3, § 2, de la loi du 30 juillet 2018, conformément à l'article 11 du présent décret.

Les traitements de données à caractère personnel visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont ceux qui concernent les personnes visées à l'article 14, 1° et 2°, dans le respect des conditions fixées aux articles 15 à 18.

La possibilité de dérogation, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, s'applique dès la transmission des informations visées à l'article 11 jusqu'à l'expiration du délai de conservation visé à l'article 20, à condition que la non-application des obligations et des droits visés aux articles 12 à 21 du Règlement général sur la protection des données soit une mesure nécessaire et proportionnée visant à prévenir des infractions terroristes visées au titre I<sup>er</sup> du livre II du Code pénal, et visant à garantir les intérêts visés à l'article 23, paragraphe 1, a), c), d) ou i), du Règlement général sur la protection des données, et ne portent pas préjudice à l'essence des libertés et droits fondamentaux et sont appliquées dans la stricte mesure nécessaire au but poursuivi.

Ces dérogations valent durant la période pendant laquelle la personne concernée fait l'objet d'une CSIL R, pour les personnes visées à l'article 14.

Ces dérogations valent dans la mesure où l'application des droits visés aux articles 12 à 21 du règlement général sur la protection des données nuirait aux besoins de la CSIL R, risquerait d'en violer le secret ou pourrait porter atteinte à la sécurité des personnes.

Ces dérogations ne visent pas les données qui seraient étrangères à l'objectif de la CSIL R qui est de prévenir les infractions terroristes visées au titre 1<sup>er</sup> du livre II du Code pénal ou à l'objectif de garantir les intérêts visés à l'article 23, paragraphe 1, a), c), d) ou i), du Règlement général sur la protection des données.

§ 2. Si l'intéressé dans le cas visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, introduit une demande sur la base des articles 12 à 21 du Règlement général sur la protection des données, pendant la période visée à l'alinéa 2, les participants issus des services relevant des compétences de la Communauté française concernés, ou la commune concernée, en confirment la réception.

Les participants issus des services relevant des compétences de la Communauté française informent l'intéressé par écrit, dans les meilleurs délais et en tout cas dans le délai d'un mois suivant le jour de la réception de la demande, de tout refus ou de toute limitation des droits visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. Les informations détaillées sur les motifs spécifiques de ce refus ou de cette limitation ne doivent pas être fournies si cela peut entraver la réalisation de l'objectif de la CSIL R, sans préjudice de l'application de l'alinéa 4. Si nécessaire, le délai précité peut être prolongé de deux mois, en tenant compte du nombre de demandes et de leur complexité. Les participants issus des services relevant des compétences de la Communauté française informent l'intéressé de la prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter du jour suivant la réception de la demande.

Les participants issus des services relevant des compétences de la Communauté française informent l'intéressé également sur les voies de recours qui lui sont ouvertes, notamment auprès de l'Autorité de protection des données.

Les participants issus des services relevant des compétences de la Communauté française consignent les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Ces informations sont mises à la disposition de l'Autorité de protection des données.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 22.** Une évaluation du présent décret est réalisée, à tout le moins, trois ans après son entrée en vigueur.

Le Gouvernement détermine les modalités de cette évaluation.

Le rapport d'évaluation et ses recommandations sont transmis au Parlement.

**Art. 23.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 juin 2023.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DÉsir

—  
Note

*Session 2022-2023*

Documents du Parlement. - Projet de décret, n° 540-1. - Rapport de commission, n°540-2 – Texte adopté en séance plénière, n° 540-3

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. - Séance du 7 juin 2023

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/42906]

**8 JUNI 2023. — Decreet houdende organisatie van de deelname van de diensten die behoren tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan de lokale integrale veiligheidscellen inzake radicalisme, extremisme en terrorisme**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt ::

HOOFDSTUK I. — *Doelstelling*

**Artikel 1.** Dit decreet heeft tot doel de deelname van leden van diensten die behoren tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan een LIVC R te organiseren.

HOOFDSTUK II. — *Definities*

**Art. 2.** In dit decreet wordt verstaan onder :

1° casuoverleg : het overleg bedoeld in artikel 458ter van het Strafwetboek;

2° LIVC R : een lokale integrale veiligheidscel inzake radicalisme, extremisme en terrorisme, zoals bedoeld in artikel 2 van de wet van 30 juli 2018;

3° kind : een persoon jonger dan achttien jaar ;

4° beheerder : een lid van een dienst die voorafgaande opvang heeft verleend aan de persoon betrokken bij de LIVC R;

5° wet van 30 juli 2018 : de wet van 30 juli 2018 tot oprichting van lokale integrale veiligheidscellen inzake radicalisme, extremisme en terrorisme;

6° lid van een dienst : een personeelslid van een dienst die behoort tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap ;

7° doelstelling van de LIVC R : zorgen voor het beheer van de gevallen met het oog op de voorkoming van terroristische misdrijven zoals bedoeld in titel I ter van Boek II van het Strafwetboek, overeenkomstig artikel 2, eerste lid, van de wet van 30 juli 2018;

8° deelnemer : een lid van een dienst die deelneemt aan een casusoverleg binnen een LIVC R op uitnodiging van de persoon bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ;

9° persoon betrokken bij de LIVC R : een persoon opgenomen in de lijst van de gevallen opgemaakt door de persoon bedoeld in artikel 3, § 2, van de wet van 30 juli 2018 overeenkomstig dit laatste ;

10° algemene verordening gegevensbescherming : de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot opheffing van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) ;

11° vaste vertegenwoordiger : een persoon aangesteld door een dienst die behoort tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap om systematisch deel te nemen aan het casusoverleg binnen een LIVC R ;

12° dienst die behoort tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap : een dienst bedoeld in artikel 3 ;

13° hiërarchische meerdere : een lid van een dienst dat hiërarchisch of functioneel gezag heeft over de beheerder overeenkomstig het geldende arbeidsreglement.

**Art. 3.** De diensten die behoren tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, waarvan de leden gemachtigd worden om deel te nemen aan een LIVC R, volgens de nadere regels bepaald in artikel 7, vanwege de bijdrage die ze kunnen leveren door hun voorafgaande opvang voor de persoon betrokken bij de LIVC R, in de zin van de wet van 30 juli 2018, worden hierna opgenomen :

1° het ministerie van de Franse Gemeenschap ;

2° de « Office de la Naissance et de l'Enfance » bedoeld in het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. » ;

3° het « Centre hospitalier universitaire de Liège » bedoeld in het koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de rijksuniversitaire ziekenhuizen, van Gent en Luik;

4° « Wallonie Bruxelles Enseignement » bedoeld in het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

5° de inrichtende machten van de gesubsidieerde onderwijsinrichtingen en hun federaties bedoeld in het wetboek van basis- en secundair onderwijs en tot instelling van de gemeenschappelijke kern ;

6° de inrichtende machten van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra en hun federaties bedoeld in het decreet van 14 juli 2006 betreffende de opdrachten, programma's en activiteitenverslag van de psycho-medisch-sociale centra;

7° de diensten voor de bevordering van de gezondheid op school bedoeld in het decreet van 14 maart 2019 betreffende de bevordering van de gezondheid op scholen en in het hoger onderwijs buiten de universiteiten;

8° de instellingen voor hoger onderwijs bedoeld in het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

9° de universitaire ziekenhuizen :

a. de « Cliniques universitaires Saint-Luc » te Sint-Lambrechts-Woluwe;

b. de « Cliniques universitaires de Mont-Godinne » ;

c. het « Hôpital Erasme » te Anderlecht ;

10° de inrichtende machten van de inrichtingen voor het onderwijs voor sociale promotie en hun federaties bedoeld in het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

11° de internaten en opvangtehuizen bedoeld in het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatische van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;

12° de partners bedoeld in het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden

13° de erkende diensten bedoeld in het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

14° de jeugdhuisen, de ontmoetings- en accommodatiecentra, de jongeren informatiecentra en de federaties bedoeld in het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuisen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties

15° de jeugdorganisaties bedoeld in het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties;

16° het Jongerenforum bedoeld in het decreet van 3 mei 2019 tot oprichting van een Jongerenforum van de Franse Gemeenschap;

17° de interuniversitaire vereniging tot ondersteuning van de sportprestatie bedoeld in het decreet van 11 april 2014 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van een interuniversitaire vereniging tot ondersteuning van de sportprestatie

18° de georganiseerde sportbeweging bedoeld in het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging;

19° de operatoren bedoeld in het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe beheerskader inzake cultuur;

20° de verenigingen en hun federaties bedoeld in het decreet van 17 juli 2003 betreffende de ontwikkeling van de permanente vorming op het gebied van het verenigingsleven;

21° de vakantiecentra bedoeld in het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra ;



22° de opvangoperatoren bedoeld in het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang ;

23° de huiswerkinstituten, hun gewestelijke coördinaties en hun communautaire federatie bedoeld in het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten;

24° de inrichtende machten bedoeld in het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap;

25° de operatoren bedoeld in het decreet van 8 maart 2018 betreffende de bevordering van burgerzin en interculturaliteit.

De Regering kan de lijst invullen van de diensten die behoren tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap bedoeld in het eerste lid.

Indien een lid van een dienst uitgenodigd wordt voor een LIVC R met betrekking tot een persoon van wie de opvang niet georganiseerd wordt door de betrokken dienst, slaat hij de uitnodiging af.

#### HOOFDSTUK III. — *Uitnodiging voor een LIVC R*

**Art. 4.** De uitnodiging voor het casusoverleg binnen een LIVC R wordt door de persoon bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 gericht aan de hiërarchische meerdere van de beheerder op het adres van de dienst die behoort tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, waarvan de leden voor de opvang zorgen van de persoon betrokken bij de LIVC R bij de verzending van de uitnodiging. De hiërarchische meerdere stelt de beheerder op de hoogte van de ontvangen uitnodiging.

Met toepassing van het eerste lid, voor de diensten die behoren tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 3, eerste lid, 4°, 5°, 6°, 8°, 10° en 11°, wordt de uitnodiging voor een casusoverleg binnen een LIVC R verzonden naar het lid van de dienst dat een directieambt uitoefent. De directie informeert de inrichtende macht en de door haar aangestelde beheerder hierover.

**Art. 5.** Behalve bij met redenen omklede dringendheid moet de termijn tussen de verzending van de uitnodiging en de datum van het casusoverleg binnen een LIVC R minimaal 14 kalenderdagen bedragen.

**Art. 6.** De uitnodiging vermeldt in ieder geval :

1° de doelstelling van de LIVC R, zoals bepaald in artikel 2, 7° ;

2° de datum, het uur en de plaats van het casusoverleg binnen een LIVC R ;

3° de persoon betrokken bij de LIVC R en waarvoor een lid van de dienst uitgenodigd wordt ; indien de persoon betrokken bij de LIVC R een kind jonger dan twaalf jaar is, een bijzondere motivering van de uitzonderlijke redenen die geleid hebben tot de betrokken uitnodiging ;

4° de uitgenodigde diensten bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ;

5° de verwijzing naar dit decreet.

Als één van de elementen bedoeld in het eerste lid niet in de uitnodiging opgenomen wordt, vraagt de hiërarchische meerdere de persoon bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid van de wet van 30 juli 2018 hem dat zo vlug mogelijk te bezorgen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Deelname aan een LIVC R*

**Art. 7.** § 1. De rol van de deelnemer tijdens een casusoverleg binnen een LIVC R beperkt zich tot de verwezenlijking van het doel van de LIVC R.

De deelnemer kan de beheerder zijn, een hiërarchische meerdere eveneens onderworpen aan het beroepsgeheim of een vaste vertegenwoordiger aangesteld door de dienst van de beheerder. Behoort de deelnemer tot deze laatste categorie, dan mag de beheerder hem, met het oog op het casusoverleg, de nodige inlichtingen meedelen, zonder zijn beroepsgeheim of zijn geheimhoudingsplicht te schenden. Door deze uitwisseling van informatie is de deelnemer onderworpen aan dezelfde regelgeving en dezelfde contractuele voorwaarden als de beheerder die de informatie verstrekt, namelijk de toepasselijke bepalingen inzake gegevensbescherming, discretieplicht en beroepsgeheim.

De Regering kan de nadere regels bepalen voor de aanstelling van de persoon bedoeld in het tweede lid, met uitzondering van de diensten die behoren tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 3, eerste lid, 9°, 12° tot 25°.

§ 2. De persoon bedoeld in § 1 die ertoe gebracht wordt deel te nemen aan een casusoverleg binnen een LIVC R, neemt vrijwillig deel eraan. Hij beoordeelt de mogelijkheid om deel te nemen aan een casusoverleg binnen een LIVC R dat noodzakelijk moet zijn en in verhouding moet staan tot het doel van laatstgenoemde. Hij kan zich bij de beoordeling van de mogelijkheid om deel te nemen laten bijstaan door een hiërarchische meerdere of door een daartoe door hun dienst gemachtigde persoon. De Regering kan de nadere regels voor deze begeleiding bepalen, met uitzondering van de diensten die behoren tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 3, eerste lid, 9°, 12° tot 25°.

§ 3. Als de persoon bedoeld in § 1 die ertoe gebracht wordt deel te nemen aan een casusoverleg binnen een LIVC R, niet eraan deel neemt :

1° informeert de hiërarchische meerdere de persoon bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 hierover ;

2° wordt een verslag met de verklarende elementen van de niet-deelname vertrouwelijk binnen de dienst bewaard.

De persoonsgegevens die in dit verslag zijn opgenomen, worden door de diensten die behoren tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap verwerkt volgens de nadere regels bepaald in artikel 12, § 2 en § 3.

**Art. 8.** § 1. Wanneer de persoon betrokken bij de LIVC R een kind is, beoordeelt de persoon bedoeld in artikel 7, § 1, zijn deelname in het licht van het hoger belang van het betrokken kind.

Wanneer de persoon betrokken bij een LIVC R een kind jonger dan twaalf jaar is, beoordeelt de persoon bedoeld in artikel 7, § 1, zijn deelname ook in het licht van de specifieke motivatie van de uitnodiging bedoeld in artikel 6, eerste lid, 3°.

§ 2. De Regering kan bepalen in welke gevallen de beheerder de toestemming moet vragen van het kind, van de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen en van zijn raadsman, indien hij die heeft, om hem te laten deelnemen.

In afwijking van het vorige lid heeft de beheerder die een preventieve actie, een ondersteuningsmaatregel of een jeugdbeschermingsmaatregel uitvoert, de toestemming van het kind nodig volgens de nadere regels voorzien in artikel 23 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming. Als het kind opgenomen wordt in de gemeenschappelijke databank die wordt beheerd door het Coördinatieorgaan voor de analyse van de dreiging, kan de beheerder die een preventieve actie, een ondersteuningsmaatregel of een jeugdbeschermingsmaatregel uitvoert, de weigering negeren.

**Art. 9.** Overeenkomstig artikel 458<sup>ter</sup> van het Strafwetboek mag de deelnemer tijdens een casusoverleg binnen een LIVC R alleen informatie delen voor zover deze informatie relevant en proportioneel is voor het nastreven van het doel van de LIVC R, namelijk het voorkomen van de terroristische misdrijven bedoeld in titel I ter van Boek II van het Strafwetboek.

De deelnemer is vrij om te bepalen of en, in voorkomend geval, welke informatie hij deelt tijdens een casusoverleg binnen een LIVC R, afhankelijk van het doel van de LIVC R.

De deelnemer kan overleggen met een hiërarchische meerdere of een persoon die daartoe door zijn dienst is gemachtigd om de elementen te definiëren die al dan niet worden gedeeld tijdens het overleg binnen een LIVC R, onverminderd de mogelijkheid voor de deelnemer om de behoefte te beoordelen of niet om meer informatie te geven tijdens het overleg. De Regering kan de nadere regels van dit onderhoud bepalen, met uitzondering van de diensten die behoren tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 3, eerste lid, 9°, 12° tot 25°.

Overeenkomstig de daarvoor geldende voorschriften bereidt de beheerder, in voorkomend geval, het casusoverleg binnen een LIVC R voor de betrokken persoon.

**Art. 10.** De deelnemer is verplicht tot geheimhouding overeenkomstig artikel 458<sup>ter</sup> van het Strafwetboek, onverminderd de uitwisseling van informatie bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 30 juli 2018 en, in voorkomend geval, de wettelijke verplichtingen die hem binden. Aan het begin van het casusoverleg geeft de deelnemer zijn wettelijk en ethisch kader aan en inzonderheid zijn wettelijke meldingsplicht.

Na het casusoverleg kan de deelnemer informatie doorgeven aan de beheerder met betrekking tot de persoon betrokken bij het casusoverleg. Door deze uitwisseling van informatie is de beheerder, met betrekking tot de meegedeelde geheimen, verplicht tot geheimhouding bedoeld in artikel 458<sup>ter</sup>, § 2, van het Strafwetboek.

Wanneer een geïndividualiseerd opvolgingstraject bedoeld in artikel 3, § 2, van de wet van 30 juli 2018 wordt opgemaakt in het kader van het casusoverleg binnen een LIVC R, bewerkt de beheerder, volgens de voorschriften die op hem, desgevallend, van toepassing zijn, de inhoud van dit plan met de persoon die erbij betrokken is.

**Art. 11.** De leden van de diensten die behoren tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, kunnen de informatie doorgeven die wordt gevraagd door de persoon bedoeld in artikel 3, § 2, van de wet van 30 juli 2018 met toepassing van deze laatste.

De leden van de diensten die behoren tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, zijn onderworpen aan de naleving van de bepalingen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, met name de artikelen 13, 14, 17 en 18, wanneer zij de informatie doorgeven die gevraagd wordt door de persoon bedoeld in artikel 3, § 2, van de wet van 30 juli 2018.

De informatie uitgewisseld met toepassing van het eerste lid valt onder de geheimhoudingsplicht bedoeld in artikel 458<sup>ter</sup>, § 2, van het Strafwetboek.

#### HOOFDSTUK V. — *Verwerking van persoonsgegevens*

**Art. 12.** § 1. Deelnemers van een dienst die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, mogen de persoonsgegevens bedoeld in de artikelen 17 en 18 verwerken in het kader van hun deelname aan een LIVC R.

Deze persoonsgegevens worden verwerkt in overeenstemming met artikel 6, § 1, c), van de algemene verordening gegevensbescherming en artikel 6, § 1, e), van de algemene verordening gegevensbescherming.

De deelnemers uit een dienst die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, treden elk afzonderlijk op als verantwoordelijken voor de verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in de artikelen 17 en 18.

§ 2 De diensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, mogen de persoonsgegevens uit het verslag bedoeld in artikel 7, § 3, verwerken in het kader van de niet-deelneming aan een LIVC R.

Deze persoonsgegevens worden verwerkt in overeenstemming met artikel 6, § 1, c), van de algemene verordening gegevensbescherming en artikel 6, § 1, e), van de algemene verordening gegevensbescherming.

De diensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, treden elk afzonderlijk op als verantwoordelijke voor de verwerking van deze persoonsgegevens.

§ 3 Het doel van de gegevensverwerking bedoeld in § 2 is de diensten onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap in staat te stellen de redenen voor niet-deelname aan een LIVC R te registreren.

Onder de voorwaarden van deze paragraaf mogen de diensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, de persoonsgegevens verwerken van de hieronder vermelde personen die tot de volgende categorieën behoren:

1° de identificatie- en contactgegevens van de personen bedoeld in artikel 7, § 1, die niet deelnemen aan een LIVC R hoewel zij daartoe worden uitgenodigd;

2° de in de artikelen 17 en 18 bedoelde persoonsgegevens van de in artikel 14 bedoelde personen.

De diensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, beperken zich tot de registratie, in een intern bestand, van de persoonsgegevens vervat in het verslag bedoeld in artikel 7, § 3.

Enkel de hiërarchieke meerderen en de beheerders van de diensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, hebben toegang tot het in lid 3 bedoelde interne dossier en tot de persoonsgegevens die daarin zijn opgenomen.

**Art. 13.** Het doel van de verwerking van de gegevens bedoeld in artikel 12, § 1, is de verwezenlijking van het doel van een LIVC R, namelijk het verzekeren van het dossierbeheer met het oog op de preventie van terroristische misdrijven bedoeld in titel I ter van Boek II van het Strafwetboek, overeenkomstig artikel 2, eerste lid, van de wet van 30 juli 2018.

**Art. 14.** In het kader van de verwerking bedoeld in artikel 12, § 1, mogen de deelnemers uit een dienst die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, de persoonsgegevens van de volgende personen verwerken:

1° personen die onder de LIVC R vallen;

2° de relaties en contacten van de in punt 1° bedoelde personen, voor zover de verwerking van deze persoonsgegevens noodzakelijk is voor de verwezenlijking van de doelstelling van de LIVC R;

**Art. 15.** In het kader van de verwerking van de persoonsgegevens van de personen bedoeld in artikel 14, 1°, zijn de deelnemers van een dienst die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, beperkt tot :

1° het delen van persoonsgegevens in hun bezit met andere deelnemers tijdens een casusoverleg binnen een LIVC R;

2° de registratie, in het door de deelnemer bijgehouden dossier, van persoonsgegevens die met de andere deelnemers worden gedeeld tijdens een casusoverleg binnen een LIVC R;

3° de kennisneming van de persoonsgegevens die door de andere deelnemers worden gedeeld tijdens een casusoverleg binnen een LIVC R;

4° het delen van persoonsgegevens met de persoon bedoeld in artikel 3, § 2, van de wet van 30 juli 2018, overeenkomstig artikel 11;

5° het gebruik van persoonsgegevens om statistische doeleinden overeenkomstig artikel 22.

De gegevensverwerking onder de voorwaarden bedoeld in lid 1, 1°, gebeurt overeenkomstig artikel 3, § 1, van de wet van 30 juli 2018.

De gegevensverwerking onder de voorwaarden waarnaar wordt verwezen in lid 1, 2°, wordt uitgevoerd om rapportagedoeleinden in de zin van artikel 89.1 van de algemene verordening gegevensbescherming en voor het afleggen van rekeningen.

De gegevensverwerking onder de voorwaarden bedoeld in lid 1, 3°, gebeurt krachtens artikel 3, § 2, van de wet van 30 juli 2018.

De gegevensverwerking onder de voorwaarden bedoeld in lid 1, 4°, wordt uitgevoerd met het oog op de evaluatie van het decreet bedoeld in artikel 22.

**Art. 16.** In het kader van de verwerking van de persoonsgegevens van de personen bedoeld in artikel 14, 2°, zijn de deelnemers van een dienst die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, beperkt tot :

1° het delen van persoonsgegevens in hun bezit met andere deelnemers tijdens een casusoverleg binnen een LIVC R;

2° het delen van persoonsgegevens met de persoon bedoeld in artikel 3, § 2, van de wet van 30 juli 2018, overeenkomstig artikel 11.

De gegevensverwerking onder de voorwaarden bedoeld in lid 1, 1°, gebeurt overeenkomstig artikel 3, § 1, van de wet van 30 juli 2018.

De gegevensverwerking onder de voorwaarden bedoeld in lid 1, 2°, gebeurt krachtens artikel 3, § 2 van de wet van 30 juli 2018.

**Art. 17.** In het kader van de verwerking bedoeld in artikel 14, 1°, mogen de deelnemers uit een dienst die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, persoonsgegevens verwerken, onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 15 en 16, indien dit noodzakelijk blijkt en binnen de grenzen van de verwezenlijking van het doel van de LIVC R, die in de volgende categorieën vallen:

1° *alle gegevens desgevallend in hun bezit, namelijk:*

- a) identificatie en contactgegevens;
- b) gegevens over het beroep, beroepsvaardigheden, onderwijs en opleiding;
- c) leeftijd, geslacht, nationaliteit, burgerlijke staat en verblijfsstatus;
- d) schuld en solvabiliteitsgegevens;
- e) levensstijl, vrije tijd en sociale gegevens;
- f) gegevens over de samenstelling van huishoudens;
- g) gegevens over huisvestingsomstandigheden;
- h) politieke en justitiële gegevens;
- i) gegevens over risicosituaties en -gedrag;

2° *de gegevens die met hen zijn gedeeld, indien van toepassing, tijdens casusoverleg binnen de LIVC R, namelijk:*

- a) identificatie en contactgegevens;
- b) gegevens over het beroep, beroepsvaardigheden, onderwijs en opleiding;
- c) leeftijd, geslacht, nationaliteit, burgerlijke staat en verblijfsstatus;
- d) schuld en solvabiliteitsgegevens;
- e) levensstijl, vrije tijd en sociale gegevens;
- f) gegevens over de samenstelling van huishoudens;
- g) gegevens over huisvestingsomstandigheden;
- h) politieke en justitiële gegevens;
- i) gegevens over risicosituaties en -gedrag.

Bij het delen en vastleggen van de gegevens bedoeld in lid 1, 1°, zorgt de verantwoordelijke voor de verwerking ervoor dat de bron van deze gegevens wordt vermeld, overeenkomstig artikel 5.1.d) van de Algemene verordening gegevensbescherming.

De regering zal een lijst opstellen van gegevens die mogen worden gedeeld en geregistreerd.

**Art. 18.** In het kader van de verwerking bedoeld in artikel 14, 2°, mogen de diensten die onder de bevoegdheid van de bevoegde overheid van de Franse Gemeenschap vallen, onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 15 en 16, indien dit noodzakelijk blijkt en binnen de grenzen van de verwezenlijking van het doel van de LIVC R, de gegevens van de volgende categorieën verwerken:

1° alle gegevens desgevallend in hun bezit, namelijk:

- a) identificatie en contactgegevens;
- b) gegevens over het beroep, beroepsvaardigheden, onderwijs en opleiding;
- c) leeftijd, geslacht, nationaliteit, burgerlijke staat en verblijfsstatus;
- d) schuld en solvabiliteitsgegevens;
- e) Levensstijl, vrije tijd en sociale gegevens;
- f) gegevens over de samenstelling van huishoudens;
- g) gegevens over huisvestingsomstandigheden;
- h) politieke en justitiële gegevens;
- i) gegevens met betrekking tot risicosituaties en gedrag;

2° de gegevens die in voorkomend geval met hen worden gedeeld tijdens de casusoverleg binnen LIVC R, namelijk:

- a) identificatie en contactgegevens;
- b) gegevens over het beroep, beroepsvaardigheden, onderwijs en opleiding;
- c) leeftijd, geslacht, nationaliteit, burgerlijke staat en verblijfsstatus;
- d) schuld en solvabiliteitsgegevens;
- e) levensstijl, vrije tijd en sociale gegevens;
- f) gegevens over de samenstelling van huishoudens;
- g) gegevens over huisvestingsomstandigheden;
- h) politieke en justitiële gegevens;
- i) gegevens over risicosituaties en -gedrag.

Bij het delen van de gegevens bedoeld in 1°, zorgt de verantwoordelijke voor de verwerking ervoor dat de bron van de gegevens wordt vermeld, in overeenstemming met artikel 5.1.d) van de algemene verordening gegevensbescherming.

De regering zal een lijst opstellen van gegevens die mogen worden gedeeld en geregistreerd.

**Art. 19.** § 1. De verwerking van persoonsgegevens bedoeld in de artikelen 17 en 18 kan ook de verwerking van bijzondere categorieën persoonsgegevens als bedoeld in artikel 9, § 1, van de algemene verordening gegevensbescherming omvatten, mits deze noodzakelijk zijn om dwingende redenen van algemeen belang overeenkomstig artikel 9, § 2, onder g), van de algemene verordening gegevensbescherming.

*De specifieke gegevens die mogen worden verwerkt, zijn de gegevens die in de volgende categorieën worden opgesomd:*

- a) gegevens met betrekking tot de gezondheid;
- b) gegevens die de oorsprong onthullen;
- c) gegevens die politieke meningen, religieuze of filosofische overtuigingen onthullen.

§ 2. De verwerking van persoonsgegevens als bedoeld in § 1 kan ook de verwerking van persoonsgegevens als bedoeld in artikel 10 van de algemene verordening gegevensbescherming omvatten, mits deze wordt uitgevoerd onder toezicht van de overheidsinstantie.

**Art. 20.** De persoonsgegevens die zijn opgenomen in het door de deelnemer bijgehouden dossier van de diensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen bedoeld in artikel 15, 2°, worden niet langer bewaard dan nodig om het doel van de gegevensverwerking bedoeld in § 1, lid 1 te bereiken en worden gewist of vernietigd zodra het niet langer nodig is ze te bewaren om het doel van de gegevensverwerking bedoeld in § 1, lid 1 te bereiken. De maximale bewaringstermijn voor persoonsgegevens die zijn verkregen in het kader van een casusoverleg binnen een LIVC R is één jaar. Deze termijn gaat in op de datum van de laatste bespreking van de betrokkene in het kader van een casusoverleg van een LIVC R.

De in lid 1 bedoelde maximale bewaringstermijn kan tot vijf jaar worden verlengd in het geval van gegevens over personen ten aanzien van wie er ernstige aanwijzingen bestaan dat zij een risico vormen bij de bestrijding van terrorisme. De verlenging van de maximale bewaringstermijn tot vijf jaar is gerechtvaardigd op basis van objectieve factoren die het risico in het kader van de terrorismebestrijding aantonen, namelijk de ernst van de gepleegde feiten, het feit dat de betrokkene reeds is gearresteerd of de ernst van de verdenkingen die boven een persoon hangen, voor zover deze feiten, eerdere arrestaties of verdenkingen deel uitmaken van de preventie van terrorisme of gewelddadige radicalisering. De verlenging van de maximale bewaringstermijn naar vijf jaar wordt vooraf besproken in het kader van een LIVC R.

De Regering kan de maximale bewaringstermijn bepalen voor de gegevens die kunnen voorkomen in het verslag bedoeld in artikel 7, § 3.

**Art. 21.** § 1. Met toepassing van artikel 23.1. a), c), d) en i) van de algemene verordening gegevensbescherming kunnen deelnemers van diensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, beslissen de verplichtingen inzake transparantie, informatie en kennisgeving en de rechten inzake toegang, rectificatie, uitwissing, beperking, portabiliteit en verzet bedoeld in de artikelen 12 tot 21 van de voornoemde Verordening niet toe te passen bij de verwerking van persoonsgegevens die onder het toepassingsgebied van dit decreet vallen, overeenkomstig de in § 2 vastgestelde procedures.

De afwijkmogelijkheid, bedoeld in lid 1, heeft enkel betrekking op gegevens die worden gedeeld in het kader van een casusoverleg binnen een LIVC R of in het kader van het delen van informatie met de persoon bedoeld in artikel 3, § 2, van de wet van 30 juli 2018, overeenkomstig artikel 11 van dit decreet.

De verwerkingen van persoonsgegevens bedoeld in lid 1 zijn deze die betrekking hebben op de personen bedoeld in artikel 14, 1° en 2°, met inachtneming van de voorwaarden bepaald in de artikelen 15 tot en met 18.

De in lid 1 bedoelde afwijkmogelijkheid is van toepassing vanaf de verstrekking van de in artikel 11 bedoelde gegevens tot het verstrijken van de in artikel 20 bedoelde bewaringstermijn, mits de niet-toepassing van de verplichtingen en rechten als bedoeld in de artikelen 12 tot en met 21 van de algemene verordening gegevensbescherming een noodzakelijke en evenredige maatregel is ter voorkoming van terroristische misdrijven als bedoeld in titel I van boek II van het Wetboek van Strafrecht, en ter vrijwaring van de belangen als bedoeld in artikel 23, § 1, onder *a)*, *c)*, *d)* of *i)*, van de algemene verordening gegevensbescherming, en doet geen afbreuk aan de wezenlijke inhoud van de grondrechten en fundamentele vrijheden en wordt toegepast voor zover strikt noodzakelijk om het nagestreefde doel te bereiken.

Deze afwijkingen gelden voor de periode waarin de betrokkene onderworpen is aan een LIVC R, voor de in artikel 14 bedoelde personen.

Deze afwijkingen zijn van toepassing voor zover de toepassing van de rechten waarnaar wordt verwezen in de artikelen 12 tot en met 21 van de algemene verordening gegevensbescherming afbreuk zou doen aan de behoeften van een LIVC R, het risico met zich mee zou brengen dat de geheimhouding wordt geschonden of de veiligheid van personen in gevaar zou kunnen brengen.

Deze afwijkingen gelden niet voor gegevens die geen verband houden met het doel van een LIVC R, namelijk het voorkomen van terroristische misdrijven als bedoeld in titel I van Boek II van het Wetboek van Strafrecht, of met het doel om de belangen te waarborgen als bedoeld in artikel 23, § 1, onder *a)*, *c)*, *d)* of *i)* van de algemene verordening gegevensbescherming.

§ 2. Indien de belanghebbende in het geval bedoeld in § 1, lid 1, een verzoek indient op basis van de artikelen 12 tot 21 van de algemene verordening gegevensbescherming, bevestigen de deelnemers van de betrokken diensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, of de betrokken gemeente, tijdens de in lid 2 bedoelde periode de ontvangst van het verzoek.

Deelnemers uit diensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren, moeten de betrokkene zo snel mogelijk en in elk geval binnen een maand na ontvangst van het verzoek schriftelijk op de hoogte brengen van elke weigering of beperking van de rechten bedoeld in § 1, lid 1. Gedetailleerde informatie over de specifieke redenen voor een dergelijke weigering of beperking hoeft niet te worden verstrekt indien dit de verwezenlijking van het doel van een LIVC R zou belemmeren, onverminderd de toepassing van lid 4. Indien nodig kan bovengenoemde termijn met twee maanden worden verlengd, rekening houdend met het aantal verzoeken en de complexiteit ervan. Deelnemers van departementen die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, stellen de betrokkene binnen een maand na ontvangst van het verzoek op de hoogte van de verlenging en de redenen voor het uitstel.

Deelnemers uit diensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren, informeren de betrokkene ook over de rechtsmiddelen die hem of haar ter beschikking staan, inzonderheid met betrekking tot de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Deelnemers uit diensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren, registreren de feitelijke of juridische gronden waarop de beslissing is gebaseerd. Deze informatie wordt ter beschikking gesteld van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

#### HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 22.** Dit decreet zal minstens drie jaar na de inwerkingtreding ervan worden geëvalueerd.

De Regering zal bepalen hoe deze evaluatie moet worden uitgevoerd.

Het evaluatieverslag en de aanbevelingen die erin vervat zijn, worden naar het Parlement doorgestuurd.

**Art. 23.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 8 juni 2023.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting,  
Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het Toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",  
F. DAERDEN

De Vice-Presidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

*Zitting 2022-2023*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 540-1. - Commissieverslag, nr. 540-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 540-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 7 juni 2023